

► Un nouveau ministre inquiétant

En tant que directeur de l'enseignement scolaire ou directeur de cabinet adjoint, **Jean-Michel Blanquer** était en responsabilité lors des pires réformes Darcos et Chatel (lycées, évaluations en primaire...).

Dans un livre programme sorti en janvier 2017, "L'École de demain", quatre grands axes sont développés qui semble avoir fortement inspiré le candidat Macron :

- Renforcer les pouvoirs des chefs d'établissement et des directeurs d'école, sur le recrutement des personnels.
- Autonomie des chefs d'établissement dans la ventilation des horaires entre les disciplines.
- Création d'un collège commun où les élèves seront réunis en groupe de compétences et où les plus faibles seront orientés de manière précoce dans l'enseignement professionnel régionalisé.
- Annualisation du temps de service des enseignant-es.

Reste à savoir dans quelle mesure le nouveau ministre mettra en œuvre son "École de demain"...

► Moins de fonctionnaires et un statut attaqué

120 000 fonctionnaires en moins mais un service public renforcé. Comme depuis 10 ans, le but est donc de faire mieux avec moins, ce qui impliquera, dans les faits, une baisse des services rendus aux usagers et une détérioration des conditions de travail des personnels. Pour cela, la recette managériale habituelle : autonomie des chef-fes de services, individualisation des carrières et des salaires. **Bref, la concurrence entre les personnels et la division.**

► L'école selon Macron :

autonomie, individualisation et libéralisme...

Chez M. Macron, l'individualisation et l'autonomie sont à l'Éducation ce que "l'ubérisation" est à l'économie.

Evidemment, la question des effectifs par classe au collège n'est nullement abordée. Chaque élève est renvoyé-e à ses difficultés qui vont miraculeusement disparaître grâce à l'accompagnement éducatif et aux études dirigées que Macron veut instaurer dans chaque établissement, encadrée par des enseignant-es et des bénévoles (étudiant-es et retraité-es dans une "grande mobilisation intergénérationnelle"). "Tous les étudiants de France" seront ainsi heureux d'apprendre qu' "il y aura un trimestre dédié à cette activité", un trimestre de travail gratuit donc.

Bien entendu, Macron ne remet absolument pas en question la réforme du collège si ce n'est pour réinstaurer les parcours bilangues en 6^{ème} et les parcours européens. Sur le fond, l'école du socle et des compétences ne saurait être remise en question.

La lutte contre l'échec scolaire reste l'alibi principal d'une politique toujours plus libérale pour l'Éducation. Dans les collèges, "une part d'autonomie de recrutement sera laissée pour les établissements de l'éducation prioritaire". "L'autonomie des établissements s'accompagnera de diagnostics réguliers et si besoin de mesures d'accompagnement spécifiques" : il s'agit bien de ce que la CGT Éducation dénonce de longue date : des contrats d'objectifs qui amèneront à la contractualisation des moyens.

En échange de cette part d'autonomie, de cette caporalisation qui ira grandissante, les chef-fes d'établissement et leurs équipes feront l'objet, "d'une responsabilisation accrue et d'une évaluation plus régulière".

Enfin, si le programme sur l'Éducation du candidat pointait à de nombreuses reprises les inégalités sociales et scolaires dont les élèves souffrent, il n'est jamais fait mention de l'enseignement privé... **On l'aura compris, la LIBERTÉ est le mot d'ordre, pour l'égalité on repassera !**

Pour faire barrage à une École plus inégalitaire, c'est dès maintenant qu'il faut construire la mobilisation.

► École élémentaire : les poncifs et la surcharge des classes

Comme d'habitude, on ressort le laïus sur les fondamentaux "Lire, écrire compter" sans qu'on comprenne bien ce que cela implique réellement en termes de programmes et de pédagogie.

Le noble objectif de diviser par deux les effectifs de CP et CE1 en REP et REP+, avec 1 2000 postes en plus, cache en fait le redéploiement de 6 000 à 10 000 postes : **donc la montée des effectifs par classe partout ailleurs !**

► L'apprentissage "en marche" forcée

La "révolution" promise par Macron n'est donc que la continuation, en pire, des mêmes politiques, "et de droite et de gauche", suivie depuis plusieurs années : faire de l'apprentissage la réponse magique à l'échec scolaire et au chômage des jeunes. Peu importe que les plans précédents n'aient permis ni l'un ni l'autre et que les entreprises ne souhaitent manifestement pas embaucher des apprentis en pré bac. **Il s'agit d'imposer une vision libérale de la formation professionnelle en la privatisant et en menaçant le statut des PLP.**